



## **Résolution du Bureau national du Parti socialiste unanimentement adoptée le 6 novembre 2018**

### **Le Parti socialiste soutient les Français qui défendent leur pouvoir d'achat et demande l'organisation d'une conférence nationale sur le financement de la transition écologique**

Les hausses des prix de l'essence, du gasoil et du fioul domestique suscitent un mécontentement croissant qui s'exprimera notamment le 17 novembre. C'est la goutte qui fait déborder un vase déjà plein... Le Parti socialiste soutient les Français qui défendent leur pouvoir d'achat.

Si la mobilisation citoyenne prend de l'ampleur, ce n'est pas parce que nos concitoyens sont opposés aux mesures de transition énergétique, mais parce que ces augmentations s'ajoutent à une politique fiscale injuste, à des restrictions déjà imposées aux retraités, aux fonctionnaires, aux locataires, aux malades, aux familles... et que le produit de la surtaxation des carburants ne finance qu'à hauteur de 20 % les politiques environnementales. Les taxes augmentent mais l'effort budgétaire consacré à la transition énergétique reste stable.

Au fond l'arnaque peut se résumer en quelques mots : au prétexte de lutter contre le réchauffement climatique, le gouvernement prélève davantage de taxes sur l'ensemble des Français pour financer les cadeaux fait à quelques-uns. Les taxes augmentent mais la part réservée à la transition énergétique est stable. Cherchez l'erreur.

Nous voulons l'écologie dans la justice sociale. Nous ne pouvons pas accepter que l'argument écologique soit instrumentalisé pour justifier une ponction supplémentaire sur le pouvoir d'achat des ménages. Cette utilisation cynique de l'argument climatique affaiblit l'adhésion nécessaire à une fiscalité écologique.

Le Parti socialiste réaffirme son attachement à la loi de transition énergétique pour la croissance verte de 2015, portée par Ségolène Royal et votée par les socialistes et les écologistes.

Mais la volonté du gouvernement actuel d'accélérer le mouvement en prélevant sur les ménages, les entreprises et les collectivités 55 milliards supplémentaires sur 5 ans rend le processus d'autant plus insupportable que le baril de Brent augmente sensiblement.

Le chèque énergie créé par la majorité précédente pour éviter de pénaliser les ménages modestes doit être complété par une composante carburant et voir son montant ainsi que

le nombre de ses bénéficiaires augmenter, comme proposé par les parlementaires socialistes dans leur budget alternatif pour 2019. Les habitants de nos territoires ruraux ou péri-urbains n'ont souvent pas d'alternative à l'utilisation d'un véhicule.

Nous demandons le rétablissement de l'APL destinée aux accédants à la propriété modestes, le doublement des aides aux ménages pour isoler leur logement et ainsi réduire leur facture de chauffage de 50 %, l'accroissement des services de transports à la demande et des plateformes gratuites de covoiturage pour les déplacements domicile-travail quotidiens permettant de réduire de 50 % la facture de carburant en zone péri-urbaine, le maintien des petites lignes ferroviaires, l'augmentation des moyens donnés aux transports collectifs.

Plus largement, c'est la question de la juste répartition de l'effort national qui est posée à travers ce ras-le-bol. C'est pourquoi le Parti socialiste demande au gouvernement l'organisation d'une conférence nationale sur le financement de la transition écologique associant l'ensemble des composantes économiques, sociales et politiques du pays.

L'écologie n'est pas l'adversaire de la justice sociale. Elle doit au contraire être une composante essentielle de la lutte contre les inégalités.